



Conseil des femmes du Nouveau-Brunswick

Consultation prébudgétaire 2020-2021

Mémoire soumis au gouvernement du Nouveau-Brunswick

Pour atteindre ses objectifs, soit gérer les finances du Nouveau-Brunswick de manière responsable et assurer à la province un avenir plus prospère, le gouvernement doit concevoir les déficits et la dette en ayant une vision plus globale et une prospective stratégique. Tout particulièrement, le gouvernement doit tenir compte des coûts financiers de la dette et des déficits sociaux¹ afin de faire preuve de plus de rigueur dans ses processus budgétaires et décisionnels. Il lui sera ainsi possible non seulement de mieux gérer ses finances et de garantir l'optimisation des ressources dans la prestation des services, mais également d'ouvrir la voie à des possibilités de croissance économique qui n'ont jusqu'à maintenant pas été suffisamment mises à profit au Nouveau-Brunswick, notamment les gains du produit intérieur brut (PIB) qui sont associés à l'avancement de l'égalité des femmes.

Par ailleurs, le gouvernement doit user d'une plus grande rigueur pour la mobilisation du public afin de concevoir des services qui permettent de faire face à la dette et aux déficits sociaux. Le recours à la cocréation comme méthode de travail garantira que les services sont conçus en collaboration avec les personnes et les communautés qui ont besoin de ces services et qui les utilisent. La conception avec et

non pour les personnes et les communautés donnera lieu à des services qui répondent effectivement aux réalités sur le terrain et qui risquent moins de générer des conséquences négatives imprévues auxquelles il faudra remédier en aval.

Le présent mémoire donne des détails sur ces conseils, qui ont principalement trait aux priorités du gouvernement, qui sont un gouvernement abordable et prêt à agir et une organisation hautement performante. Les recommandations portant sur des investissements particuliers, relevant des priorités que sont des communautés dynamiques et viables, un secteur privé dynamisé et des soins de santé publics fiables, y figurent également. Le présent mémoire se divise comme suit :

- La dette et les déficits sociaux au Nouveau-Brunswick
- L'égalité des femmes : une possibilité économique
- La cocréation pour des services efficaces
- Recommandations d'investissements particuliers pour le budget de 2020-2021

¹ Imagine Canada (un organisme caritatif qui fournit des programmes, des services et l'accréditation aux organismes de bienfaisance, assure la défense du secteur caritatif à l'échelle fédérale et fait la promotion des dons d'entreprise) utilise l'expression « déficit social » pour décrire le fossé qui se crée entre la demande projetée de services des organismes de bienfaisance et sans but lucratif et les ressources financières dont ils disposent*. Dans le présent mémoire, le Conseil des femmes s'inspire de cette expression et l'applique aux écarts entre les services nécessaires et les services disponibles qui sont fournis par les organismes de bienfaisance, les organismes sans but lucratif ainsi que le gouvernement.

* Brian Emmett, What Does the Federal Budget Tell Us About Canada's Social Deficit? (en ligne), s.l., Imagine Canada, 2019
<https://www.imaginecanada.ca/en/360/what-does-federal-budget-tell-us-about-canadas-social-deficit>

La dette et les déficits sociaux au Nouveau-Brunswick

Les déficits sociaux représentent le fossé qui se crée entre les services dont les gens ont besoin et ceux dont ils disposent (ces services pouvant être offerts par le secteur public ou par le secteur communautaire).² Tout comme les déficits budgétaires, les déficits sociaux ne disparaissent pas simplement au début d'une nouvelle année; ils se transforment plutôt en une dette qui porte intérêt. Plus les services appropriés font défaut, l'intérêt ressemble à des problèmes qui deviennent plus enracinés et complexes, tant dans la vie des personnes que pour les questions de politique publique.

On ne rend pas compte au public de ces déficits et de cette dette avec autant d'attention qu'on rend compte des déficits budgétaires ou infrastructurels. En général, les gouvernements ne les évaluent pas de manière aussi rigoureuse et aussi régulièrement pour y affecter une valeur en dollars ou en prévoir clairement les coûts à long terme.³ Alors que les déficits budgétaires ou infrastructurels sont des chiffres concrets, les déficits sociaux demeurent vagues et il est donc facile de les minimiser, de les négliger ou d'en faire abstraction.⁴

Lorsque le gouvernement ne tient pas compte de la dette et des déficits sociaux, il ne voit pas le tableau complet de sa réalité financière puisque cette dette et ces déficits ont un coût financier qu'il doit finir par payer. Quand des personnes n'ont

pas les mesures de soutien dont elles ont besoin, elles ont moins d'options significatives dans la vie et sont plus susceptibles de finir par passer en mode survie. Leurs amis et les membres de leur famille, tout comme les organismes communautaires, se rassemblent pour essayer de combler la pénurie de services. À mesure que les lacunes dans les services persistent et que les difficultés s'accroissent, ceux qui essaient de combler l'écart s'épuisent à force d'en faire trop pendant trop longtemps et avec trop peu de moyens.⁵

C'est là où réside le coût : le mode survie et l'épuisement se traduisent par une diminution de la participation au marché du travail, un mauvais état de santé et l'utilisation accrue des services de crise. Pour le gouvernement, cela représente la perte de recettes fiscales, un stress accru sur le système de santé et une demande croissante d'intervention en cas de crise, ce qui coûte bien plus cher que l'intervention précoce.

La toute dernière approche adoptée par le gouvernement pour financer les services destinés à l'itinérance est un exemple clair de la dette et des déficits sociaux, ainsi que de leur coût financier. Alors que l'hiver 2018 approchait, le manque d'investissements dans des logements abordables et avec des services de soutien au fil du temps, combiné à des services de traitement des dépendances et de santé mentale insuffisants et à

² Le Conseil des femmes emploie l'expression *secteur communautaire* pour décrire les organismes de bienfaisance et sans but lucratif communautaires ainsi que les organismes cadres qui les unissent, mais pas les plus grandes organisations parapubliques sans but lucratif, comme les universités, les hôpitaux ou les foyers de soins.

³ Le secteur communautaire tient des données importantes sur l'effet de la dette et des déficits sociaux sur les personnes, les familles et les communautés, ainsi que sur le coût financier associé au fait de ne pas en tenir compte. Toutefois, le secteur est sous-financé et il fonctionne surtout par projet, ce qui laisse peu de capacité pour la recherche ou la collecte de données à d'autres fins que des demandes de financement. Pour un aperçu des conditions dans lesquelles ce secteur fonctionne, consultez l'initiative de mobilisation du public du Conseil des femmes intitulée Résonances.

⁴ Même si le gouvernement fait référence au maintien de l'accès aux services quand il discute de ses buts et de sa vision, il privilégie les soins de santé et l'éducation. Selon le sondage prébudgétaire, les services sociaux semblent être liés à une priorité du gouvernement relatif aux communautés dynamiques et viables. Or, les résultats mesurables qui sont rendus publics pour cette priorité ont trait uniquement à la viabilité financière et environnementale. Par conséquent, le Conseil des femmes craint que le gouvernement perçoive les services sociaux comme des désirs et non comme des besoins.

⁵ En plus de l'épuisement, ces personnes peuvent se ressentir de l'usure de compassion, d'un traumatisme indirect et du trouble de stress post-traumatique. Les travailleurs du secteur communautaire sont moins portés que ceux du secteur public ou du secteur à but lucratif à avoir accès à des prestations de soins de santé ou des programmes d'aide aux employés qui les aident à se remettre de ces problèmes de santé.

une crise du logement à grande échelle, a entraîné une augmentation de l'itinérance. Les services de crise, comme les refuges pour itinérants, ont été submergés par la demande. Le gouvernement a réagi en créant des refuges d'urgence temporaires et en apportant son soutien à des groupes communautaires pour qu'ils acquièrent de nouveaux locaux destinés à devenir des refuges permanents. En décembre 2019, le gouvernement a fait savoir que, pour compenser la dépense inattendue de deux millions de dollars liée à ces mesures, il ne renouvelerait pas de 65 à 77 subventions au loyer courant avant le nouvel exercice financier en avril 2020. Les travailleurs de première ligne dans la communauté ont souligné que le gouvernement pourrait être à tort en présumant qu'il pourrait reprendre les choses là où il les avait laissées, en mobilisant les propriétaires en avril.⁶ En raison des faibles taux de logements vacants dans la province, les propriétaires (qui reçoivent des subventions directement pour héberger des locataires admissibles) n'auraient aucun avantage à offrir des logements subventionnés.

Voilà une illustration parfaite du genre de décisions qui laissent perplexes les personnes qui ne sont pas dans les coulisses du pouvoir : l'absence de services d'intervention précoce entraîne une crise à laquelle le gouvernement doit réagir; ensuite, le gouvernement assume les frais de son intervention en réduisant davantage les services d'intervention précoce, ce qui aggrave les conditions à l'origine de cette situation et garantit de futures crises.

Quand ce cycle est porté à l'attention du gouvernement, il réagit en disant qu'il faut équilibrer les livres donc des compressions étaient nécessaires, même si elles perpétuent indéniablement le problème que le gouvernement essaie de régler. Mais, que se passerait-il si les livres étaient plus globaux et

comprenaient la dette et les déficits sociaux et les prévisions du coût à long terme des compressions à court terme? Des situations telles que la crise de l'itinérance se produiraient moins souvent si une telle rigueur était intégrée dans le processus décisionnel.

Réduire la fréquence de ces situations n'est pas seulement la chose humaine à faire, mais elle correspond aussi à l'engagement du gouvernement d'assurer l'optimisation des ressources dans la prestation des services. Selon la méthode Lean Six Sigma, la nécessité des interventions en cas de crise destinées à l'itinérance serait interprétée comme une demande découlant du défaut d'agir : la prestation ou la production de produits et services en aval, à la suite des défaillances du système en amont.⁷ Bien que l'intervention soit absolument nécessaire, elle ne parvient pas à optimiser les ressources, car on aurait pu l'éviter grâce à des interventions précoces à faible coût. L'autre méthode possible consisterait à aborder l'itinérance selon un point de vue à long terme et à s'engager à régler le problème en amont grâce à des mesures de soutien du logement. Cela garantirait une plus grande stabilité pour les personnes qui vivent dans un logement précaire ou qui sont itinérantes, tout comme pour les organismes qui leur fournissent des services. En outre, il en coûterait moins cher : selon un rapport de 2007 du Wellesey Institute sur les façons de faire face à l'itinérance à Toronto, il en coûte, par mois et par personne, 701 \$ pour des suppléments au loyer et 199,92 \$ pour des logements avec des services de soutien, comparativement à 10 900 \$ pour un lit d'hôpital, 4 333 \$ pour une prison provinciale ou 1 932 \$ pour un lit dans un refuge. Bien que les chiffres datent et reposent sur des données de l'extérieur de la province (voir la note 2 sur les limites auxquelles le secteur communautaire

⁶ Vanessa Blanch, Cuts to Housing Subsidies Shortsighted, Advocate for Homeless Says (en ligne), s.l., CBC New Brunswick, 2019, <https://www.cbc.ca/news/canada/new-brunswick/lisa-ryan-homelessness-rent-subsidies-dorothy-shephard-1.5392355>

⁷ Lean Consulting, Failure Demand (en ligne), s.l., <https://leanconsulting.com/lean-resources/lean-six-sigma-white-papers/failure-demand%20/>

est confronté en ce qui concerne la réalisation de recherches à jour), ils donnent une bonne idée des coûts de l'intervention en cas de crise par rapport à l'intervention précoce.⁸

Le gouvernement affirme qu'il ne souhaite ni remettre la prise de décisions difficiles ni transférer le fardeau de la dette aux prochaines générations, mais c'est effectivement ce que fera le sous-investissement dans les services. Lorsqu'il examine un bilan qui ne tient pas compte de la dette et des déficits sociaux, le gouvernement se sent justifié de prendre des décisions qui entraînent la diminution des services importants et qui donnent lieu à coup sûr à une demande découlant du défaut d'agir et qui coûte cher en fin de compte.

L'égalité des femmes : une possibilité économique

La dette et les déficits sociaux ne sont pas impartiaux en matière de genre. Ces lacunes dans les services touchent de façon disproportionnée les femmes et ralentissent l'avancement de leur égalité et, ce faisant, elles étouffent une source possible de croissance du PIB.

L'Institute for Gender and Economy de la Rotman School of Business de l'Université de Toronto explique : « on parle souvent de l'impact « sur trois tableaux » des compressions dans les services sociaux : les femmes sont les principales utilisatrices et prestataires des services publics et les plus susceptibles de combler le manque à gagner quand des services sont coupés. Les femmes ont davantage tendance à remplacer la perte de prestations publiques par du travail non

rémunéré, ce qui restreint leur capacité de faire partie de la population active »⁹ (traduction libre). Le Centre canadien de politiques alternatives mentionne que les compressions dans la fonction publique « ont aggravé le déséquilibre (entre le travail non rémunéré des hommes et des femmes), puisque les femmes comblent le manque à gagner laissé par les gouvernements fédéral et provinciaux »¹⁰ (traduction libre). Cet effet est également reconnu à l'échelle internationale. Le Gender and Development Network (organisme du Royaume-Uni composé de membres qui sont des universitaires et des organisations non gouvernementales, comme Oxfam, la Croix-Rouge britannique, Amnistie Internationale et ONU Femmes du Royaume-Uni) affirme que « les compressions dans les dépenses publiques ont réduit la prestation des services de soins par l'État et les femmes sont obligées de compenser le manque à gagner par des soins à autrui non rémunérés, ce qui réduit le temps que les femmes peuvent consacrer à un emploi rémunéré, à des activités politiques ou à des loisirs et exerce encore plus de pressions sur leur santé »¹¹ (traduction libre).

Cette situation restreint les possibilités de croissance économique en ralentissant l'avancement de l'égalité des femmes. Selon le McKinsey Global Institute (MGI), « L'accélération de l'avancement vers l'égalité des genres n'est pas seulement un impératif moral et social, mais il procurerait aussi un dividende de croissance au Canada... en prenant des mesures pour régler ce problème, le Canada pourrait générer un PIB supplémentaire de 150 milliards de dollars en 2026 ou constater une augmentation de 0,6 % de la croissance annuelle du PIB, ce qui représente 6 %

⁸ Michael Shapcott, Framework for the Blueprint to End Homelessness in Toronto (en ligne), Toronto, Wellesley Institute, 2006, https://www.wellesleyinstitute.com/wp-content/uploads/2011/11/Blueprint_TheFrameworkfinal.pdf

⁹ Zainab Coovadia et Sarah Kaplan, « Gender Budgeting: A Tool for Achieving Equality », Gender and the Economy (en ligne), Institute for Gender and the Economy, Rotman School of Management de l'Université de Toronto, 2017, <https://www.gendereconomy.org/gender-budgeting-a-tool-for-achieving-equality/>

Kate McInturff et Brittany Lambert, Making Women Count - The Unequal Economics of Women's Work (en ligne), s.l., Centre canadien de politiques alternatives/Oxfam Canada, 2016, https://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2016/03/Making_Women_Count2016.pdf

Gender Development Network, Submission to the Independent Expert on Foreign Debt and Human Rights on the Links and the Impact of Economic Reforms and Austerity Measures on Women's Human Rights (en ligne), s.l., Gender Development Network, 2018, <https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Development/IEDebt/WomenAusterity/GenderDevelopmentNetwork.pdf>

de plus que les prévisions de la croissance du PIB si les choses restent inchangées au cours des dix prochaines années. En d'autres termes, ces chiffres correspondent à l'ajout d'un nouveau secteur des services financiers à l'économie. » (traduction libre) Le MGI avance que la croissance du Nouveau-Brunswick dans ce scénario serait de 3 ou 4 % supérieure au statu quo.¹²

Bien que la majeure partie de l'augmentation serait attribuable à la participation des femmes sur le marché du travail (c.-à-d. avoir un plus grand nombre de femmes dans les secteurs à forte productivité, stimuler leur participation sur le marché du travail et augmenter leurs heures de travail rémunéré). Le MGI affirme qu'on ne parviendra pas à une telle participation si l'on ne s'attarde pas à l'égalité des genres de façon plus élargie. Le MGI attire plus particulièrement l'attention sur cinq enjeux prioritaires : « éliminer les obstacles qui empêchent les femmes de se lancer dans les domaines des sciences, de la technologie, du génie et des mathématiques (STIM), permettre à plus de femmes de devenir entrepreneures, réduire les inégalités de genre dans les soins à autrui non rémunérés et le travail en garderie, faire entendre davantage la voix des femmes en politique, réduire les préjugés sexistes et forger de nouvelles normes sociales »¹³ (traduction libre). Voilà une autre justification financière pour s'attaquer à la dette et aux déficits sociaux: l'avancement de l'égalité des femmes est une possibilité de croissance pour notre province, mais on ne peut pas profiter de son effet de levier sans d'abord régler les problèmes d'inégalité de genre, comme la dette et les déficits sociaux.

La cocréation pour des services efficaces

Pour que les services réduisent les déficits sociaux, qu'ils règlent une dette sociale de longue date et qu'ils ne se traduisent pas par une demande découlant du défaut d'agir en aval, ils doivent être efficaces.

C'est-à-dire qu'ils doivent aborder le vrai problème de la bonne manière. L'une des meilleures façons d'augmenter les chances de réussite des services consiste à faire participer les personnes et les communautés qui sont touchées par une situation au processus d'identification du problème, de conception des services pour y faire face, et à établir la méthode d'évaluation des services. C'est ce qu'on appelle la cocréation.

Or, trop souvent, ce n'est pas ce qui se produit. En raison des problèmes de capacité, des contraintes de temps et des méthodes de travail profondément enracinées, les fonctionnaires qui possèdent l'expertise technique, mais qui sont déconnectés de la réalité sur le terrain, sont chargés de définir le problème, de concevoir des solutions et d'établir les critères d'évaluation. De plus, ces fonctionnaires peuvent être conscients qu'ils sont soumis à des contraintes cachées et proposeront la meilleure approche qu'ils pensent que les décideurs appuieront et non celle qu'ils croient être la meilleure approche globale.

De même, les gouvernements, notamment celui au pouvoir maintenant mais non exclusivement, comptent souvent sur de la consultation et de la mobilisation superficielle, ce qui érode la confiance du public. Prenons, par exemple, la consultation budgétaire actuelle, à laquelle le présent mémoire répond. La période de consultation est ouverte jusqu'au 25 février en prévision du discours du budget le 10 mars; le public croira-t-il que les neuf jours ouvrables compris entre la clôture de la période de consultation et le dépôt du budget seront suffisants pour tenir pleinement compte de ses commentaires? Le gouvernement a aussi annoncé des changements majeurs aux services offerts dans les hôpitaux en milieu rural, alors que son sondage prébudgétaire en ligne sollicite des commentaires sur la prestation des services de soins de santé.

¹² Devillard, et al, The Power of Parity: Advancing Women's Equality in Canada (en ligne), s.l. McKinsey Global Institute, 2017, <https://www.mckinsey.com/featured-insights/gender-equality/the-power-of-parity-advancing-womens-equality-in-canada>

¹³ Devillard, et al, The Power of Parity: Advancing Women's Equality in Canada (en ligne), s.l. McKinsey Global Institute, 2017, <https://www.mckinsey.com/featured-insights/gender-equality/the-power-of-parity-advancing-womens-equality-in-canada>

La cocréation ne se traduira pas seulement par de meilleurs services, elle améliorera aussi la confiance du public envers le gouvernement. Cette situation peut, à son tour, garantir que les décisions fondées sur des données probantes et les investissements dans des services efficaces résistent aux compressions ou aux modifications sans raison valable. Pour garantir l'optimisation des ressources, il ne suffit pas de fournir de bons services; ils doivent être systématiquement accessibles au fil du temps et les changements doivent reposer sur les besoins des utilisateurs et non sur les préférences du gouvernement.

On fait déjà la promotion des conditions de la cocréation dans la fonction publique, grâce à des processus tels que des analyses comparatives selon le genre et les travaux réalisés par les Services d'innovation et de conception. Par ailleurs, le secteur communautaire peut apporter un soutien précieux au gouvernement afin de mieux comprendre les réalités sur le terrain et cultiver des relations avec les personnes et les communautés touchées afin que la cocréation soit possible. Le secteur possède aussi de l'expérience dans de nombreuses compétences et approches employées dans la cocréation, même s'il utilise rarement le langage de conception pour les décrire (par exemple, « orienté utilisateur » deviendrait « rencontrer les gens là où ils sont » dans le langage courant du secteur communautaire). En outre, de nombreux principes de l'entrepreneuriat que le gouvernement admire et qui sont utiles aux processus de cocréation, comme le fait d'être allégé et agile, sont fondamentalement intégrés dans les organismes communautaires qui cherchent à faire avancer des causes sociales; une fois encore, ils utilisent tout simplement un vocabulaire différent pour la décrire.¹⁴ On ne peut nier l'expertise et l'efficacité du secteur : dans l'initiative Résonances du Conseil des femmes, au cours de laquelle on a sondé plus de 1 300 femmes

au Nouveau-Brunswick, la réponse la plus courante à une question sur ce qui fonctionne bien pour améliorer la vie des femmes dans la province était les organismes communautaires; le gouvernement arrivait en deuxième place.¹⁵

Malgré tout ce qu'il peut offrir, le secteur communautaire entretient surtout une relation transactionnelle avec le gouvernement dans laquelle il reçoit du financement (souvent insuffisant) pour fournir des services; dans l'ensemble, il ne participe pas assez compte tenu de son expertise ou de sa capacité d'établir un lien entre le gouvernement et les personnes et les communautés touchées par les problèmes (en réalité, l'existence de ce secteur n'est souvent même pas reconnue dans les grands discours du gouvernement). Résonances a permis de constater qu'un des principaux défis des organismes communautaires est l'engagement avec le gouvernement.

Recommandations d'investissements particuliers pour le budget de 2020-2021

Les priorités que sont des communautés dynamiques et viables, un secteur privé dynamisé et des soins de santé publics fiables sont profondément interdépendantes puisque le secteur privé ne peut pas prospérer sans des communautés fortes ou des Néo-Brunswickois en santé. Après tout, ce sont les gens qui sont les travailleurs, les entrepreneurs, les chercheurs et les acheteurs qui sont le moteur du secteur privé.

Résonances valide ce point de vue. Grâce à cette initiative, le Conseil a cerné les principaux enjeux qui avaient touché la vie des femmes et que les femmes disaient qu'il fallait régler pour améliorer la vie des femmes, en tant que groupe, au Nouveau-Brunswick : santé; sécurité économique et emploi; accès aux soins et fourniture de soins; sécurité et

¹⁴ Hanna Thomas, Why Don't We Just Call Agile What it is: Feminist (en ligne), s.l., 2019, <https://medium.com/@Hanna.Thomas/why-dont-we-just-call-agile-what-it-is-feminist-8bdd9193edba>

¹⁵ Conseil des femmes du Nouveau-Brunswick, Province du Nouveau-Brunswick, Les femmes autochtones au Nouveau-Brunswick (en ligne), Nouveau-Brunswick, 2019, https://resonatenbresonances.ca/Resonances_femmes_autochtones.pdf

violence; inégalité de genre et discrimination. Les femmes ont souvent mentionné de façon explicite qu'il y a des liens entre les enjeux prioritaires, comme par exemple le fait qu'en raison de l'insécurité économique, elles étaient souvent incapables de quitter une relation violente; qu'entre leur maigre salaire et les frais de garde d'enfants, elles arrivaient à peine à joindre les deux bouts; que l'épuisement attribuable aux soins à autrui non rémunérés les empêchait de prospérer; et que la discrimination se traduisait par un nombre limité de possibilités d'emploi.

En tenant compte des priorités du gouvernement et de celles des femmes, le Conseil des femmes fait les recommandations suivantes. Un grand nombre d'entre elles sont interreliées et chacune aidera à régler la dette sociale et à éliminer les déficits sociaux, réduire la demande découlant du défaut d'agir, ainsi qu'à favoriser l'avancement de l'égalité des femmes.

- Accroître le financement destiné au cadre de travail sur la violence sexuelle (Prévenir et intervenir pour contrer la violence sexuelle au Nouveau-Brunswick : Un cadre d'action). Le financement de ce cadre aidera à combler les lacunes dans les services destinés aux survivants de la violence sexuelle et offrira un meilleur soutien aux organismes communautaires qui s'attaquent à ce problème. Puisque le cadre repose sur la collaboration entre le gouvernement et le secteur communautaire, il offre aussi au gouvernement une bonne occasion de renforcer sa capacité de cocréation.
- Apporter du soutien aux immigrantes qui cherchent à intégrer le marché du travail. Puisque le gouvernement cherche à assurer la croissance de la population et de la main-d'œuvre grâce à l'immigration, cette population a besoin de mesures de soutien spécifiques. Le

Conseil des femmes recommande de travailler avec des partenaires tels que le Conseil multiculturel du Nouveau-Brunswick et ses organismes partenaires afin de multiplier les possibilités d'emploi pour les immigrantes et les nouvelles arrivantes dans tous les domaines et à tous les échelons.

- Réduire la pauvreté. Pour ce faire, il faudra :
 - s'attarder aux faibles salaires que gagnent les personnes occupant un poste dans des domaines traditionnellement dominés par les femmes (ce qui comprend les éducateurs de la petite enfance et les fournisseurs de soins, comme les préposés aux soins à domicile) et étendre la législation sur l'équité salariale au secteur privé (en 2017, l'Institute for Women's Policy Research a mené une étude qui a constaté que l'équité salariale permettrait de réduire de moitié le taux de pauvreté des travailleuses¹⁶);
 - rapprocher le salaire minimum d'un salaire de subsistance; en plus de diminuer l'insécurité économique des femmes (selon les données de 2017, les femmes représentaient 57 % des employés au salaire minimum dans la province¹⁷ — et le nombre de femmes gagnant le salaire minimum augment¹⁸), cela permettrait de s'attaquer à la sous-évaluation systémique du travail des femmes (puisque la majorité des emplois au salaire minimum sont traditionnellement considérés comme du « travail pour les femmes », comme la vente au détail, le service à la clientèle, le soutien de bureau et le soutien aux ventes, l'hébergement et la restauration) et soutiendrait un effort plus large pour enrayer la discrimination de genre; et

¹⁶ Hartman, et al, The Impact of Equal Pay on Poverty and the Economy (en ligne), s.l., Institute for Women's Policy Research, 2017 <https://iwpr.org/wp-content/uploads/2017/04/C455.pdf>

¹⁷ Ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail, Province du Nouveau-Brunswick, Rapport sur le salaire minimum au Nouveau-Brunswick (en ligne), Nouveau-Brunswick, 2018, <https://www.nbjobs.ca/sites/default/files/pdf/2018-12-10-2018minimumwagereport-fr.pdf>

¹⁸ Direction de l'Égalité des femmes, Bureau du Conseil exécutif, Province du Nouveau Brunswick, Profil Égalité 2016 (en ligne), Nouveau-Brunswick, 2016, <https://www2.gnb.ca/content/dam/gnb/Departments/eco-bce/WEB-EDF/pdf/fr/Equality%20Profile%202016-PDF-F.pdf>

- planifier des hausses graduelles pour amener les taux d'aide sociale aux niveaux de la Mesure de la pauvreté fondée sur un panier de consommation.
- Offrir des modèles de financement de fonctionnement à long terme viables aux organismes et initiatives communautaires sans but lucratif afin de soutenir la prestation de services, le renforcement des capacités internes et la hausse du salaire du personnel. Il sera ainsi possible également de favoriser les conditions nécessaires à la cocréation.
- Permettre aux pharmaciens de facturer leurs services d'évaluation des infections urinaires à l'Assurance-maladie, comme le recommande l'Association des pharmaciens du Nouveau-Brunswick. Le système actuel, dans lequel une personne peut payer de sa poche le diagnostic d'un pharmacien, crée un accès inégal pour ceux qui peuvent se le permettre comparativement à ceux qui ne le peuvent pas. Le Conseil des femmes recommande aussi que le gouvernement examine la possibilité d'élargir le champ de pratique réglementée des pharmaciens pour leur permettre de prescrire des contraceptifs hormonaux; si cet élargissement devait faire partie des services offerts par les pharmaciens, il devrait aussi leur permettre de facturer leurs services à l'Assurance-maladie afin d'assurer l'accès équitable aux soins de santé, quel que soit le revenu. Cette mesure contribuera à améliorer l'accès des femmes aux soins de santé au Nouveau-Brunswick, tout en réduisant le stress sur les cabinets de médecine familiale, les centres de santé communautaire, les cliniques sans rendez-vous et les hôpitaux.
- Accroître le soutien des services de sages-femmes au Nouveau-Brunswick. Les soins de sages-femmes font économiser de l'argent et réduisent le stress sur les hôpitaux et les spécialistes en déplaçant les cas de grossesses à faible risque dans un milieu de soins de santé communautaire. Il faut accroître les ressources destinées au site de démonstration de Fredericton, non seulement pour offrir des services à la communauté locale, mais aussi pour générer les données requises afin d'évaluer le site et de planifier l'élargissement des services de sages-femmes à un plus grand nombre de régions dans la province.
- Collaborer avec la Clinic 554 afin de cocréer une solution pour éviter sa fermeture imminente. Même si la Clinic 554 est exploitée comme une clinique de médecine familiale, elle est aussi la seule à fournir des services d'avortement chirurgical ailleurs qu'à l'hôpital dans la province et offre des soins de santé spécialisés aux Néo-Brunswickois et aux habitants de l'Île-du-Prince-Édouard qui sont membres du groupe LGBTQ2S+. Comme elle n'est pas rémunérée par l'Assurance-maladie pour les avortements chirurgicaux et qu'elle n'est pas rémunérée suffisamment pour les soins complexes qu'elle prodigue aux personnes trans, elle se retrouve en situation de vulnérabilité financière et risque de fermer.
- Augmenter la disponibilité des services de santé mentale, ce qui allégera la pression exercée sur les cliniques de médecine familiale, les centres de santé communautaire, les cliniques sans rendez-vous et les hôpitaux. Étant donné la dette et les déficits sociaux actuels des services de santé mentale, l'intervention précoce, l'entretien permanent et des services de crise doivent tous être disponibles.

¹⁹ L'Association des pharmaciens du Nouveau-Brunswick, Election Priorities: Prescription for Progress (en ligne), s.l., 2018, <https://nbpharma.ca/nouvelles/43>